

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Pour-qui-sonne-le-glas-au-Chili>

Pour qui sonne le glas au Chili

?

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : mardi 10 janvier 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Éditorial [de punto final](#)

N° 607. Chile, le 23 décembre 2005.

[Leer en español](#)

Nous vivons une période d'élections. Le 15 janvier on saura qui sera président de la République pour les quatre prochaines années. Michelle Bachelet, candidat de « Concertation », qui a largement gagné le 11 décembre - bien que sans obtenir plus de 50% - fera face à Sébastien Piñera, candidat de la droite, qui est arrivé deuxième loin derrière.

Les chiffres sont clairs. Michelle Bachelet a obtenu en décembre 3.167.939 des votes, 45.95%. Pour sa part, Sébastien Piñera a atteint 1.751.866 des votes, 25,41%. Joaquín Lavín a obtenu 1.601.169 des votes (23.22%) et Tomás Hirsch 372.609 votes, 5.4%.

La somme des votes des candidats de la droite, de Piñera (RN) et Lavín (UDI), atteint 3.353.035 des votes approximativement, un peu plus de deux points que Michelle Bachelet. Le 11 décembre ont aussi eu lieu les élections pour renouveler la Chambre de Députés et la moitié des sénateurs.

Avec Forzar - comme en 1999- pour le second tour présidentiel, la droite réunie a battu Concertation, ce qui est un signal alarmant. Il y a eu un autre fait important. Pour la première fois Concertation a obtenu la majorité aux deux Chambres : 66 députés (d'un total de 120) et de 20 des 38 sénateurs.

Lors du vote parlementaire des deux blocs, de remarquables asymétries se sont produites, ce qui a été aussi remarqué dans la Gauche extra-parlementaire. Le vote de la Concertation pour le Parlement a représenté 51.75%, un peu plus de cinq points que celui sur Michelle Bachelet. A droite, il s'est produit - amplifiée - la situation inverse : l'Alliance a obtenu 37.68% au vote parlementaire contre 48.6% des votes réunis par Piñera et Lavín.

Pour sa part, pour la Gauche extra-parlementaire le vote pour les députés a représenté 7.38%, avec 482.507 votes, plus de 100.000 votes sur les votes de Tomás Hirsch. Ces asymétries indiqueraient des votes croisés, fondamentalement vers Piñera et Bachelet dans le cas de « Juntos Podemos ».

Tendances politiques

L'examen du vote parlementaire confirme des tendances en développement depuis quelques années. La plus importante paraît être la baisse persistante de la Démocratie Chrétienne, qui a perdu six sénateurs et qui est restée à la traîne du PPD sur les députés. A droite, l'UDI a maintenu sa qualité de parti majoritaire, bien qu'elle ait perdu quelques sénateurs clef, tandis que RN consolidait des positions. Dans la Concertation, le PRSD a 7 députés et un sénateur.

Une fois de plus la Gauche extra-parlementaire a souffert les effets du système binominal (Voir : [La gauche du Chili a été triturée par le système binominal](#)). L'accord *Juntos Podemos Más* (communistes et humanistes) n'a pas obtenu de parlementaires, malgré un vote équivalent au double du PRSD et à 70% du PS, qui a 15 députés.

S'il existait un système électoral proportionnel, à la Chambre de Députés il y aurait 63 représentants de *Concertation*, 47 de la droite et 9 de *Juntos Podemos* et indépendants. Au Sénat 20 sièges reviendraient à *Concertation*, 15 à la droite et de 3 à *Juntos Podemos*.

Si pour approuver une réforme constitutionnelle ou le changement du système binominal on a besoin de 69 votes à la Chambre de Députés et 23 au Sénat (la Concertation à 66 et 20), c'est clair que la droite continue à avoir la clé entre les mains sur cette question.

Revanche de la droite

Le second tour de la présidentielle se transforme, alors, en une instance qui a une portée spéciale. Non seulement parce qu'un triomphe de la droite signifierait la revanche du « pinochetisme » et des secteurs réactionnaires, mais parce que vu l'immense fortune personnelle de Piñera et son rôle patronal, son élection impliquerait la soumission du pouvoir politique à l'économique. La démocratie elle-même serait réduite à un ensemble de rituels chaque fois plus éloignés des citoyens et de ses problèmes quotidiens.

Sebastián Piñera s'est donné à fond, avec l'appui du grand patronat. Il n'a pas hésité pas à se compromettre avec l'UDI et le pinochetisme et, en même temps, il essaye de profiter des failles à l'intérieur de la DC. Il le fait en levant le drapeau d'un "humanisme chrétien" qu'il n'explique pas et qui sonne à conservatisme religieux pur ou à béatitude de circonstance pour affaiblir la candidature de Michelle Bachelet.

Piñera en vérité (plus que parmi les femmes), qui le voient comme modèle du chef d'entreprise à succès et libéral ; en somme, comme le paradigme de la culture de marché régnant.

Voter pour Bachelet

Michelle Bachelet, entretemps, assume les succès et les faiblesses de Concertation, spécialement sur le plan économique- social, qui a entraîné la polarisation croissante et l'inégalité. Elle propose une politique de corrections en matière socio-économique, avec une implication pour les aspects prévisionnels, de travail, de santé et d'éducation.

Ses propositions sont impossible à réaliser, à moins que Concertation ne se décide à corriger des aspects substantiels du modèle qui est en rapport avec le libre-marché et la relation de l'État avec les multinationales. Sa candidature est portée, en tout cas, par sa trajectoire politique et son engagement sur les droits de l'homme.

Tout indique que la conduite de la Gauche extra-parlementaire sera la clef pour l'élection du 15 janvier. Les 372.000 votes qui ont soutenu Tomas Hirsch, seront déterminants. Une partie d'eux peut entraîner l'élection de Michelle Bachelet comme la première femme à assumer la Présidence de la République.

C'est pourquoi précisément, les propositions du Parti Communiste sur des engagements explicites autour du remplacement du système binominal et d'autres points de caractère socio-économique ont une importance particulière, au-delà de ce qui est strictement électoral. Le PC a des difficultés pour aligner son militantisme sur un appui à Bachelet mais sans doute la majorité des communistes et leur environnement électoral, comme cela s'est passé en 2000, se mobiliseront pour mettre en échec à la menace de la droite.

Le contexte latino-américain

Le vote au second tour arriver à dans un nouveau contexte latino-américain. Se produisent des choses transcendantes et un nouvel esprit parcourt la région. 2006 sera l'année d'élections cruciales en Équateur, le Pérou, Paraguay, Costa Rica, Nicaragua, Venezuela, Mexique, Colombie et Brésil. Les politiques néolibérales ont raté et les traités de libre commerce n'ont pas produit ce qui était attendu. Au contraire, ils ont causé des sérieux dommages à l'industrie, l'agriculture et l'environnement et s'est encore plus approfondie fracture entre riches et pauvres.

Le Venezuela est un exemple de prise en considération des pauvres et de développement des forces productives de manière souveraine. En profitant de sa richesse pétrolière, il sert aussi des échanges orientés pour des politiques d'intégration latino-américaines. Ceci a stimulé l'émergence d'un courant démocratique et populaire dans le continent.

En ce sens, le triomphe déconcertant d'Evo Morales, candidat du *Mouvement au Socialisme* (MAS) en Bolivie, annonce des changements dans la région andine et la recherche d'accords avec l'Argentine, le Brésil et le Venezuela. Evo Morales présente une politique de refondation de l'État bolivien en faveur des majorités indigènes et d'autres secteurs oubliés, ainsi qu'une nouvelle relation avec les multinationales qui contrôlent les principales richesses naturelles, spécialement le gaz.

Du Mexique jusqu'au Cône Sud se forme un nouveau courant populaire qui aspire à reconstruire des chemins perdus, à mettre en échec la domination réactionnaire et à reprendre, dans les conditions actuelles, la marche vers un type de société équitable, humaine et libératrice. Renaît donc l'espoir qui a été si longtemps mis en échec et soumis.

Le Chili ne peut pas être absent ni délié de ce courant en croissance. Nous isoler de l'Amérique latine c'est la politique que veulent nous imposer les secteurs réactionnaires en fermant les yeux aux différentes possibilités d'intégration économique, politique et culturelle de nos peuples. Une victoire de la droite dans notre pays serait un coup dur au processus de démocratisation qui commence à vivre le continent.

Le Chili n'est pas une province de l'empire ni une paroisse avec des fidèles autosuggestionnés par un mythe de supériorité. Le Chili est une partie essentielle d'un continent de pays frères et ne peut pas refuser de partager son destin. Pour la Gauche, à l'intérieur et hors de Concertation, défendre cette vision politique, est une responsabilité fondamentale et incontournable.

Les frais électoraux

Des sources dignes de foi calculent que le chef d'entreprise-humano-chrétien Piñera a dépensé 32 millions de dollars pour le premier tour de sa campagne électorale.

Les frais de Joaquín Lavín, l'aspirant présidentiel malheureux de l'UDI, ont atteint à 24 millions de dollars.

Pour sa part, la campagne de Michelle Bachelet a coûté 8 millions de dollars.

Ces chiffres donnent les niveaux que peuvent atteindre les frais électoraux au second tour.

Il faut rappeler que la fortune personnelle de Piñera atteint à 1.200 million de dollars, capable de résister à tout défi dans ce cadre.